

**Mémoire de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour
l'Europe
à l'attention du candidat à la Présidence de la Commission européenne**

Bruxelles, le 13 Juillet 2009

L'Union européenne est à tournant de son histoire. Depuis la chute du mur de Berlin, le monde change rapidement. Le modèle unipolaire a laissé la place à l'émergence de nouvelles superpuissances. Pendant vingt années les Etats-Unis d'Amérique furent le seul leader mondial, mais il est désormais clair que ce pouvoir sera partagé à l'avenir avec des pays tels que la Chine, l'Inde, la Russie et le Brésil. Cette évolution connaît une accélération du fait de la crise économique et financière à laquelle nous devons faire face aujourd'hui. Les pays forts apparaissent comme les mieux à même d'affronter cette crise et ils sortiront de celle-ci plus vite et plus forts encore. Nous assisterons à l'émergence d'un monde dans lequel ces nouvelles puissances ne seront pas seulement des géants économiques, mais aussi des puissances politiques et militaires. La politique internationale se modèlera aussi sur leurs standards. En d'autres mots, leur émergence va changer la face du monde.

L'Union européenne est face à une alternative. Soit elle régresse, elle deviendra alors une confédération d'Etats aux positions divergentes et renoncera à peser sur la scène internationale, soit nous décidons d'aller de l'avant, de devenir une union forte, parlant d'une seule voix à travers le monde, convaincue de nos valeurs et de nos standards européens. Soit nous continuons d'avancer sur la voie du protectionnisme, dans laquelle chaque Etat ne regarde que ses propres intérêts, soit nous renouons avec la recherche d'un projet commun caractérisé par une croissance économique et des emplois durables, la solidarité entre les peuples et les nations, la sécurité et la liberté en vue de réaliser une société libre, juste et ouverte..

L'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe est convaincue que l'Europe doit choisir d'aller de l'avant. C'est seulement en manifestant plus de coopération, de décision et d'énergie que l'Europe offrira des réponses et des solutions aux questions et aux préoccupations de nos concitoyens. Nous n'avons pas besoin d'une Europe de projets mais d'un projet européen. Une Europe politique que ses peuples comprennent et en laquelle ils croient et ont confiance. Une Europe qui est un leader international dans tous les domaines.

Le rôle de la Commission européenne est primordial à cet égard. La Commission être à l'avant-garde du projet européen. Elle doit utiliser au maximum son droit d'initiative afin de pousser l'intégration plus loin pour affronter la crise économique et financière, lutter contre le réchauffement planétaire, achever le marché intérieur, garantir le respect de libertés publiques et la sécurité, développer des politiques communes quand cela est nécessaire dans des domaines tels que la défense et l'énergie, trouver des solutions communes aux problèmes pratiques affectant les citoyens dans le domaine du droit civil et des soins de santé transfrontaliers, et étendre la solidarité entre tous les Etats et tous les citoyens de l'Union. Les citoyens

méritent un meilleur gouvernement à l'échelle européenne qui soit aussi mieux à même de répondre aux aspirations sociales et économiques et à la volonté démocratique. Le Traité de Lisbonne, une fois entré en vigueur, donnera à l'UE la capacité dont celle-ci a besoin pour agir de façon effective en son sein mais aussi en dehors de ses frontières.

En même temps, l'Union européenne doit respecter le principe de subsidiarité, en travaillant dans le respect des compétences qui lui sont attribuées par les Traités et en recherchant le niveau d'action le plus adapté pour atteindre les objectifs qui sont les siens.

Au cours des cinq années à venir la Commission européenne doit reconquérir son rôle de moteur de l'Union européenne avec, à ses côtés, le Parlement européen comme partenaire dans la défense de l'intérêt commun. Si la Commission choisit de défendre un agenda ambitieux pour l'Union européenne, elle trouvera dans le Parlement européen son partenaire le plus enthousiaste. En tant que représentants des citoyens européens, nous voulons saisir le moment de la ratification du Traité de Lisbonne pour ce nouveau départ. Cela pourrait nécessiter un Accord Inter-Institutionnel révisé qui réaffirme la primauté de la méthode communautaire sur l'intergouvernementalisme renaissant.

Avec la Commission, nous mènerons à terme le processus d'une révision fondamentale des priorités budgétaires pluri-annuelles de l'UE afin que le budget non seulement coïncide avec nos ambitions politiques mais aussi mette l'accent sur la stimulation de la recherche et l'innovation tout en encourageant une politique de développement rural durable et en donnant les moyens de poursuivre une politique étrangère qui soit plus que la somme de celle de chacun de ses Etats membres.

Nous demandons au Président de la prochaine Commission européenne d'introduire une planification budgétaire de l'Union européenne (2013-2020) fondée dans une large mesure sur des ressources propres indépendantes. Ceci est important pour l'indépendance du processus décisionnel européen et mettra un terme aux discussions contre-productives entre pays contributeurs net et bénéficiaires net.

Dans ce mémorandum, l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour L'Europe dresse les 3 priorités politiques majeures sur lesquelles le projet ambitieux de la Commission européenne devrait se baser: (1) s'attaquer aux causes de la crise économique et financière, (2) lutter contre le réchauffement planétaire et (3) défendre les libertés publiques et les droits fondamentaux au sein de l'Union et à l'extérieur.

Un second mémorandum plus détaillé suivra dès que la ratification du Traité de Lisbonne sera achevée, et avant que la nouvelle Commission soit approuvée.

1. Une stratégie ambitieuse pour s'attaquer à la crise financière et économique

Depuis l'automne 2008, la crise financière et économique secoue le monde. Les bourses ont connu la plus forte baisse de leur histoire. Les entreprises voient leurs profits se transformer en pertes, et réalisent des coupes pour éviter la faillite. Après avoir vu leurs épargnes et investissements partir en fumée, les gens ont à présent peur pour leurs emplois et leurs retraites. Pas moins de 2.000 milliards d'euros pourraient avoir disparu comme conséquence de la crise actuelle.

En dépit de la gravité de la situation, l'Union européenne n'a pas relevé le défi en développant une stratégie cohérente et forte pour faire face à la crise. Une action coordonnée et collective a été largement supplantée par des solutions nationales sans cohérence, qui n'ont pas pris en compte la dimension globale de la crise ou l'effet des mesures sur les pays partenaires de l'UE. Le protectionnisme économique a fait son retour et nous entraîne dans une spirale dangereuse remettant en cause le travail de 50 années d'intégration économique et de solidarité. Nous pouvons et nous devons renverser la situation, en affûtant notre analyse et en proposant une réponse européenne efficace.

Nous demandons au Président de la prochaine Commission européenne de construire un unique plan de relance européen pour lutter contre la crise économique, financière et sociale. Il est aujourd'hui clair que l'Europe ne peut s'en sortir si elle s'en tient à 27 plans de relance différents, souvent même protectionnistes. La coordination des politiques nationales n'est pas suffisante. La Commission européenne a besoin de bâtir une stratégie de relance cohérente, commune et ambitieuse qui tienne compte du paquet climat, des nouvelles technologies et des investissements durables pour nous sortir le plus vite possible de la crise et pour permettre de saisir l'opportunité de renouveler notre économie et renforcer les entreprises, en particulier les PME. La Commission doit aussi travailler sur des stratégies transfrontalières sectorielles, comme elle l'a fait avec succès dans le passé pour le secteur de l'acier, et comme elle devrait le faire aujourd'hui, plus spécifiquement pour les secteurs de la construction automobile et de la banque.

Si l'Europe ne joint pas ses forces pour trouver une réponse efficace à la crise affectant nos économies, elle sera confrontée à la même expérience que le Japon caractérisée par l'échec d'une série de plans pour restaurer la croissance et la confiance. Pour cette raison, le plan de relance européen doit en tout premier lieu apporter de l'ordre dans le chaos des marchés financiers. C'est seulement alors que la confiance sera restaurée. Une série de mesures purement nationales dans un monde financier globalisé est anachronique et absurde. Idéalement nous avons besoin d'un régulateur financier global. Ceci peut être réalisé à l'avenir, mais c'est irréaliste pour le moment. Ce qui est toutefois réaliste, c'est un superviseur financier européen unique - allant bien au delà d'une association coordonnant les autorités de contrôle nationales, sous la forme d'un organe européen nouvellement créé et pleinement compétent. Si nous échouons à mettre l'accent sur ceci, on augmentera le risque d'une désintégration d'un marché unique dans les services financiers, - ce à quoi on assiste déjà dans la mesure où les banques se centrent sur leurs

propres marchés nationaux au détriment d'une présence dans plusieurs nouveaux Etats membres.

La crise financière a démontré l'importance stratégique déterminante de la zone de la monnaie unique et de la capacité de jugement de la Banque Centrale européenne, sans lesquelles la crise aurait eu des répercussions encore plus graves. Elle a souligné la nécessité de procéder rapidement à l'élargissement de la zone Euro et d'encourager les Etats membres de l'UE qui n'en font pas encore partie d'aligner leurs économies sur les critères actuels afin de leur permettre d'adopter l'Euro rapidement.

La deuxième partie du plan de relance consiste en une recapitalisation du système bancaire européen. Les interventions nationales mises en œuvre jusqu'ici ont empêché l'implosion du système bancaire, mais n'ont pas restauré la confiance. L'Union européenne, en revanche, dispose de l'autorité nécessaire pour exiger de la transparence de la part des quarante plus grosses banques européennes, et pour amener leur recapitalisation. En plus de celle-ci, chaque banque devrait se dépouiller de ses capitaux toxiques. Car tant qu'une seule banque possède encore des capitaux empoisonnés, la confiance ne sera pas restaurée. La solidité de toute la chaîne est dans son maillon le plus faible, et seule l'Europe est capable d'examiner chaque maillon et de le réparer si nécessaire.

Troisièmement, l'Europe a besoin d'investir dans une économie nouvelle orientée vers le futur. Une économie non dépendante des énergies fossiles qui contrecarre les effets du changement climatique, assure une mobilité durable et affronte les défis posés par une population vieillissante. C'est pourquoi les nouveaux investissements technologiques et dans les infrastructures sont d'une importance vitale. Les réseaux transeuropéens de transport, de télécommunication et d'énergie doivent être développés plus rapidement. Ils seront l'épine dorsale de notre future économie. Pour construire une nouvelle économie, nous avons besoin d'opportunités d'investissement attrayantes, dans lesquelles nous accordons une place centrale à l'entrepreneuriat privé et aux PME. L'économie de marché sociale est et restera notre système social commun.

Tant le redressement des marchés financiers que la transformation de notre économie européenne ne se feront pas à peu de frais. Les Etats membres ne seront pas en mesure de financer de telles dépenses, en particulier en raison du fait que chacun d'eux fait face à des déficits annuels sévères et à une dette nationale en augmentation.

La seule alternative réside dans un appel aux marchés des capitaux internationaux. Aujourd'hui, les investisseurs partout dans le monde placent leur argent dans les Bons du Trésor des Etats-Unis. Cela signifie que nous sommes en train d'ignorer une source majeure de capital et les opportunités qui vont de pair. Puisque l'euro jouit d'une grande confiance, ce serait une bonne idée pour l'UE d'attirer les finances sur ce marché capital, par exemple en élargissant le système d'obligations de la BEI existant. Pour ceci, et pour d'autres raisons, l'Union européenne doit prendre sa place dans le courant

dominant du marché des capitaux global et adopter une attitude de coopération internationale en prenant des initiatives régulatrices. Nous avons besoin de davantage de gouvernance sociale et économique, ce qui ne se fera pas en imposant une harmonisation, mais bien en augmentant les convergences et la reconnaissance mutuelle. La gouvernance de l'UE doit éviter la centralisation pour son propre bien, et encourager la décentralisation de la gestion et de la responsabilité des politiques communes.

L'Union deviendra plus efficace et plus stratégique en fixant des objectifs de développement pour ce qui concerne les réserves de pensions, la qualité et le coût des soins de santé, le marché du travail et la politique démographique. Cette partie de la stratégie européenne apportera aussi une réponse à la question de savoir comment s'assurer que les forces vives de l'économie européenne restent sous contrôle européen, et elle renforcera et complètera le marché intérieur. En outre, il y a un besoin urgent de développer une nouvelle stratégie européenne de l'emploi qui aille plus loin que la stratégie de Lisbonne actuelle. Enfin, le Pacte de Croissance et de Stabilité doit être aménagé pour le rendre plus performant. Les finances publiques doivent être ramenées sous contrôle au plus tôt. Des plans d'action et d'investissement sans limitation de coûts signifieraient que tous les plans de stimulation finiraient hypothéqués, ce qui ferait peser un fardeau considérable sur les générations futures.

L'utilisation judicieuse des fonds structurels et de cohésion et leur mise en oeuvre adéquate peuvent aussi agir comme un important catalyseur pour attirer les investissements et l'activité économiques vers plusieurs régions qui ont le plus souffert de la récession économique globale.

Notre plan pour le futur doit être audacieux, et l'Europe doit prendre la tête, comme elle le fait en matière d'environnement. Le temps est venu de réformer et transformer des structures et une économie démodées. C'est le défi qui est devant nous, et c'est ce que l'ADLE attend de la Commission européenne.

2. Une stratégie ambitieuse pour contrer le réchauffement global

La seconde priorité pour l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe est d'affronter un des défis globaux majeurs d'aujourd'hui: le réchauffement climatique. Les conséquences du réchauffement climatique sont déjà perceptibles dans l'augmentation du nombre d'orages violents et d'inondations. Nous savons ce que la science nous a enseigné: les émissions globales de gaz à effets de serre doivent atteindre un niveau record d'ici 2020 au plus tard. Elles doivent être réduites d'au moins 50% par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2050. Les pays développés doivent prendre la tête et réduire collectivement leurs émissions de 25 à 40% d'ici 2020, et de 80 à 95% d'ici 2050. Etant donné le calendrier que les meilleurs esprits scientifiques au monde ont établi, nous n'avons pas d'autre choix que d'aboutir à un accord à Copenhague, -et l'on ne doit pas s'y tromper: il n'y pas de Plan B en cette matière.

Nous avons adopté les objectifs les plus ambitieux en ce qui concerne la réduction des émissions de carbone en décembre dernier, plaçant l'UE une fois encore en première ligne des négociations sur le climat; nous devons maintenir notre position de tête et continuer à prouver aux autres participants de Copenhague à quel point nous prenons au sérieux nos engagements à combattre le changement climatique.

En même temps que nous applaudissons les réunions bilatérales avec les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et la Russie -pour n'en mentionner que quelques-unes - planifiées dans les mois qui précèdent la réunion de décembre à Copenhague, nous devons aussi avancer des propositions politiques spécifiques dans deux domaines clé. Ces propositions doivent privilégier les instruments du libre marché et les incitations plutôt que les interdictions et les réglementations, tout en assurant un bon rendement et une cohérence de vues.

Une des principales pierres d'achoppement des discussions dans la capitale danoise en décembre 2009 concernera sans aucun doute le financement de l'effort en matière de changement climatique, et en particulier jusqu'où les pays les plus développés sont prêts à aller pour aider à financer la réduction du changement climatique et les efforts d'adaptation dans les pays en développement.

Toutefois une question importante que nous devons clarifier dans la foulée de Copenhague, à la fois dans l'intérêt de la sécurité juridique pour notre industrie, et pour prouver notre ferme intention d'adopter un objectif de réduction de 30% dans le cas d'un engagement de réduction d'émissions comparable des autres pays développés, est de déclarer exactement comment, nous, en Europe, avons l'intention de répondre à ce plus grand effort de réduction de 30%. Aller vers cette réduction de 30% constitue un engagement majeur, à la fois d'un point de vue financier et technologique.

Notre future politique énergétique et industrielle doit être intimement couplée avec nos objectifs environnementaux. Ce sont les deux faces d'une même pièce. Si notre politique énergétique n'est pas plus propre, plus efficace, plus sûre et plus fiable, nous ne pouvons pas espérer un ralentissement radical du réchauffement climatique et de notre contribution aux émissions de carbone. Sans un secteur industriel durable et plus efficace sur le plan énergétique, nous échouerons à atteindre nos objectifs de réduction des émissions de CO₂.

Dans un premier temps notre action doit se concentrer sur les gains d'efficacité et la réduction des énormes gaspillages d'énergie que nous, citoyens, industries et gouvernements produisons. Tous les Etats membres doivent être tenus de respecter les objectifs de réduction contraignants définis en mars en 2007 et réitérés depuis. Son application doit être surveillée et assurée. Deuxièmement, l'UE doit investir collectivement dans un futur à l'énergie renouvelable, développer des nouvelles technologies durables usant de l'énergie éolienne, hydraulique et solaire pouvant alimenter notre société au cours des années à venir. Entre-temps, nous devons nous assurer que

notre dépendance actuelle aux combustibles fossiles et à l'énergie nucléaire se réduise. Si nous voulons réellement être à la hauteur de nos ambitions et réduire drastiquement nos émissions de CO2 d'ici 2050, toute nouvelle centrale au gaz ou au charbon ne devrait être approuvée que si elle dispose de capacités de capture et stockage de carbone appropriées, financées partiellement par les crédits ETS et avec la pleine participation de l'industrie elle-même. L'énergie nucléaire, toujours controversée et incertaine quant à la sécurité du stockage à long terme des déchets radioactifs, ne devrait être poursuivie qu'avec les technologies disponibles les plus récentes et les plus sûres, ce qu'on appelle les centrales nucléaires de quatrième génération. Les expériences vers des formes nouvelles et alternatives de production d'énergie pour les industries et le transport doivent continuer.

En outre, notre politique énergétique future doit être caractérisée par les trois piliers de la sécurité, la durabilité et la solidarité. Nous avons besoin d'une politique qui diversifie notre approvisionnement, qui réduise notre dépendance à l'égard des fournisseurs de pays tiers, et qui alloue des ressources plus importantes à la recherche de sources d'énergie renouvelables pour le futur tout en réduisant notre utilisation de carburants fossiles et en restructurant radicalement nos modes de consommation. La Commission européenne doit garantir la pleine ouverture des marchés dans le secteur de l'énergie et l'accès à un grand réseau européen qui permette de combler l'écart entre les Etats membres richement pourvus en énergie et les plus pauvres, et qui augmente l'intégration et la solidarité dans le partage des ressources stratégiques, tout comme la communauté fondatrice du charbon et de l'acier l'a fait dans les années 1950.

3. Une stratégie ambitieuse pour renforcer à la fois notre sécurité et nos libertés civiles.

L'Europe des citoyens doit être fondée sur les droits de l'homme, les libertés fondamentales, la démocratie et la primauté du droit: ce sont les principes et les valeurs qui constituent le cœur du projet européen et que nous devons protéger des menaces comme le terrorisme et le crime organisé, en assurant un niveau élevé de sécurité pour les citoyens de l'UE. S'appuyant sur les programmes de Tampere et de la Hague, les Libéraux et Démocrates Européens espèrent que le prochain programme quinquennal de Stockholm, qui doit être décidé en décembre 2009, constituera un agenda plus ambitieux avec un meilleur équilibre entre le besoin de sécurité et la protection des libertés personnelles. La communication de la Commission du 13 juin qui souligne ses priorités pour le développement de l'espace de liberté, sécurité et justice pour 2010 - 2014 n'a pas trouvé le bon équilibre.

L'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe presse donc la Commission de s'engager fermement en faveur des droits de l'homme, des libertés fondamentales et des libertés civiles. Les Démocrates et Libéraux européens demandent au Président de la prochaine Commission européenne de créer un portefeuille spécifique de commissaire pour les droits fondamentaux et la lutte contre les discriminations. Pour nous, les citoyens de l'UE disposent de droits incontestables avec force exécutoire, notamment en

matière d'égalité et de lutte contre les discriminations, de protection des minorités et de lutte contre le racisme, l'homophobie, la xénophobie, la discriminations à l'égard des Roms, l'antisémitisme, l'islamophobie et les discriminations basées sur l'âge, le handicap, la religion ou l'orientation sexuelle. Ce portefeuille devrait permettre de défendre par tous les moyens la libre circulation des personnes, la liberté de la presse, des garanties procédurales pour les prévenus ainsi que des règles solides et universellement applicables de protection des données. La Commission européenne a en particulier le devoir d'agir pour supprimer toutes formes de discrimination et s'assurer que toute législation clé dans ce domaine soit adoptée au cours du prochain mandat. Si elle veut garantir les droits fondamentaux, la Commission doit renforcer la lutte contre la corruption, le trafic des êtres humains et le crime organisé.

La lutte contre le terrorisme ou la criminalité organisée par la suspension des libertés et du droit à la protection à la vie privée est une abomination pour la philosophie politique libérale. Les mesures extraordinaires envisagées doivent être entièrement justifiées et expliquées et un accord parlementaire doit être demandé avant qu'elles soient adoptées car le principe de la protection des données personnelles est trop important pour être mis de côté à la légère. Les Démocrates et Libéraux européens attendent de la Commission qu'elle donne suite aux demandes du Parlement européen en matière de protocoles exceptionnels de détention et de coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme afin d'agir dans le plein respect des droits de l'homme. La Commission doit faire des propositions appropriées dans ces domaines, et doit jouer avec plus de courage son rôle de "gardienne des traités" en se concentrant sur l'analyse d'impact, le contrôle, l'évaluation et l'application des principes et lois européens par les États membres.

La démocratie est basée sur les principes d'ouverture, de transparence et d'accès aux documents, qui assurent une plus grande responsabilité des Institutions envers leurs citoyens. Le règlement 1049/2001 sur l'accès aux documents - qui est actuellement en cours de révision - devrait être modifié en pleine application de ces principes, rendant ainsi l'UE, ses institutions, ses activités et ses politiques, plus proches du citoyen : les Démocrates et Libéraux européens attendent de la Commission qu'elle révise ses positions originales et qu'elle travaille avec le Parlement européen au renforcement des droits des citoyens à travers une plus grande ouverture et un plus large accès aux documents. Les Démocrates et les Libéraux européens estiment que la proposition actuelle est inadéquate et appellent dès lors la Commission à en introduire une nouvelle.

L'achèvement des politiques communes en matière d'immigration, d'asile et de frontières extérieures constitue également une nécessité urgente et une préoccupation claire des citoyens. Les citoyens européens ont des attentes parfaitement justifiées quant à la protection élevée et uniforme de nos frontières extérieures et pour que des mesures fermes soient prises pour combattre l'immigration clandestine. Le Bureau européen d'Appui en matière d'asile nouvellement proposé doit à titre de priorité faire l'objet d'un accord, ce qui exige un engagement de chacune des trois institutions.

Dans l'espace Schengen élargi, une gestion efficace des frontières doit permettre aux voyageurs légitimes d'entrer dans l'UE avec facilité tout en décourageant les voyageurs illégitimes. En même temps, toute mesure visant à combattre la migration illégale et visant à intensifier les contrôles aux frontières extérieures, en coopérant également avec les pays tiers, doit être compatible avec les garanties et les droits fondamentaux fixés dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, notamment le droit d'asile et le droit du non-refoulement. Avec l'espace Schengen sans frontière, la tâche de sécuriser les frontières extérieures de l'Union est devenue de plus en plus importante. Il est donc essentiel que FRONTEX reçoive à la fois le soutien des États membres et les moyens budgétaires qui assureront l'obtention de personnel et de matériel nécessaires pour accomplir sa mission. Les Démocrates et Libéraux européens attendent de la Commission qu'elle propose des règles communes dans le domaine de la migration légale, de l'intégration et des droits pour les immigrants légaux.

Enfin, nous devrions poursuivre nos efforts pour lutter contre le terrorisme, la corruption et la criminalité organisée, comme la mafia, dans tous les États membres. Ce qui nécessite une meilleure coopération transfrontalière entre les juges, les services chargés de faire appliquer la loi au niveau national et européen, ainsi que la reconnaissance mutuelle des décisions juridiques entre les États membres. Le rôle d'Europol et d'Eurojust au niveau européen et le rôle d'Interpol au niveau international doivent être clarifiés afin d'éviter tout empiètement et rivalité. Les Démocrates et Libéraux européens souhaitent une proposition qui permette à Europol de développer de plus grands pouvoirs d'investigation dans la poursuite des criminels et permette à Eurojust, en collaboration avec les services des procureurs nationaux d'avoir un mandat plus large pour poursuivre la criminalité transnationale telle que les attaques violentes et le trafic de drogues et d'êtres humains, tout en fournissant les mécanismes de contrôle démocratiques et juridiques nécessaires d'examen et les garanties communes de l'UE pour les accusés.

Les libertés civiles ne s'appliquent pas seulement aux citoyens en Europe. Notre but doit être de les défendre à travers le monde. Le Traité de Lisbonne fournit une perspective importante pour réaliser cela à travers une politique étrangère, de sécurité et de défense commune. Elle constitue la base juridique et politique pour donner à l'Union européenne la base qui lui permettra de jouer un rôle international plus actif et efficace, proportionnelle à ses ambitions affichées.

Beaucoup, néanmoins, dépendra de sa mise en œuvre et à cet égard, l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe attend du Président de Commission européenne qu'il prenne un engagement pour une politique étrangère, de sécurité et de défense commune cohérente et cohésive qui sera commandée par le Haut représentant avec le contrôle démocratique et la participation complète du Parlement européen. Ensemble nous pouvons construire une Europe qui parle d'une seule voix, au niveau international

comme par exemple au FMI, à la Banque Mondiale ou aux Nations Unies, une Union fidèle à son but initial pour assurer la paix, la démocratie, le bien-être et les droits de l'Homme sur le continent européen et à l'étranger. En cela notre engagement à davantage d'élargissement est crucial.

Il n'y a aucun choix à faire entre approfondir et élargir l'Union européenne. Le succès de l'Union a toujours été la combinaison des deux, qui a transformé de mauvaises dictatures en démocraties prospères. Cela est particulièrement vrai pour les Balkans occidentaux, où nous avons le devoir d'empêcher à l'avenir ce qui est arrivé dans un proche passé. Nous ne pouvons pas nous permettre les conséquences humaines catastrophiques d'une guerre civile de plus sur notre continent. Par conséquent, nous maintenons notre plein soutien aux négociations en cours pour l'adhésion à l'UE et la promesse d'une intégration progressive faite aux pays des Balkans occidentaux avec comme objectif final une adhésion complète. Dans le même temps, nous devons éviter une situation par laquelle les différences de rythme d'intégration entre les pays candidats aboutissent à la mise en place de nouvelles barrières dans la région. Nous devons maintenir notre soutien au processus de libéralisation de visa.

En dehors de l'Union européenne, le Partenariat oriental et l'Union pour la Méditerranée doivent offrir plus de prospérité, de sécurité et de démocratie dans le proche voisinage de l'Union et être basé sur les résultats obtenus. Dans notre politique vers les pays en développement, plus particulièrement avec l'Afrique, nous devons poursuivre nos efforts et assurer la cohérence entre les relations extérieures, le développement et la politique d'aide humanitaire, l'élargissement et le commerce international en mettant ces portefeuilles clairement sous la responsabilité du Haut représentant pour les Affaires Etrangères et la Politique de sécurité. Nos accords commerciaux et de coopération doivent être dotés de moyens efficaces pour faire respecter les clauses de Droits de l'Homme là où les droits fondamentaux font manifestement l'objet d'un abus ou sont menacés dans les pays tiers.

Enfin, l'Alliance des Démocrates et Libéraux Européens soutient les efforts en vue d'élargir la portée et la cohérence de la diplomatie européenne. En faisant un bon usage du Service d'Action Extérieure Européen, la Commission est devenue la force motrice qui permet de présenter au monde extérieur une position européenne unifiée. Mettant l'accent sur notre valeur ajoutée traditionnelle en matière de prévention des conflits et de gestion de crise, l'UE doit accorder une attention toute particulière aux droits de l'homme et à la promotion de la démocratie ainsi qu'aux missions d'assistance humanitaire. En outre la Commission doit s'assurer que la nouvelle Directive sur l'acquisition de matériel militaire soit mise en oeuvre de manière à assurer l'émergence d'un véritable marché de la défense commun qui renforce la base technologique et industrielle de la défense européenne, qui permette de réaliser des économies d'échelle et qui assure que les forces européennes bénéficient du meilleur équipement possible à chaque fois qu'elles sont envoyées en mission PESD.

Sans vision et ambition, sans leadership et action, l'Europe dépérira et mourra avec le retour du nationalisme économique, des mesures sans conviction ni cohérence sur l'environnement, une augmentation des tensions sociales entre les groupes ethniques et une hausse continue des conflits externes menaçant la sécurité globale. Nous vivons dans un monde dangereux où les menaces et les défis changent. Seul un travail commun sera plus fort et meilleur pour préparer les défis à venir.